

www.ici-grenoble.org

Les infos locales

Une revue de presse de Grenoble et de ses environs

Mai 2016



Que s'est-il passé à Grenoble et dans ses environs depuis un mois ? L'association Ici Grenoble vous propose une sélection d'événements marquants glanés dans la presse locale ou nationale en avril 2016.

(Les sources sont entre parenthèses)

[Les éventuels commentaires sont encadrés]

Un "Mois Debout" à Grenoble

Les mobilisations contre le projet de Loi Travail "et son monde" sont toujours intenses à Grenoble. En voici un petit tour d'horizon, non exhaustif :

Le 9 avril, la manifestation intersyndicale a rassemblé 4000 à 5000 personnes. Elle s'est prolongée par une grande Assemblée générale de Nuit Debout Grenoble devant le parvis de la MC2, avec près d'un millier de participant-e-s. L'occupation du parc de la MC2 a été décidée, avec l'autorisation de la mairie. Depuis un mois, ce campement permanent est devenu un pôle de rencontres, de débats et d'activités rassemblant des centaines de personnes chaque jour. Il est impossible de détailler ici toutes les actions menées par Nuit Debout Grenoble. Voici quelques exemples :

Le 14 avril, Nuit Debout Grenoble a organisé un rassemblement au Mc Donalds de la place Félix Poulat pour dénoncer [l'évasion fiscale et la politique salariale de cette multinationale](#). Quelques nuits plus tard, les façades de ce Mc Do ont été aspergées de peinture rouge, probablement à l'aide d'extincteurs bricolés.

Le 20 avril, en plein scandale des [Panama Papers](#), Nuit Debout Grenoble a co-organisé une action non violente devant la Société Générale de la place Victor Hugo. 70 militant-e-s ont rebaptisé cette banque "Société panaméenne de développement". Une petite vidéo de cette action est [disponible ici](#).

Le 23 avril, une quarantaine de membres de Nuit Debout Grenoble ont organisé un pique-nique aux frais de Carrefour Grand'Place d'Échirolles, en plein milieu du magasin. Les manifestant-e-s ont pu expliquer leur action au micro de Carrefour et appeler les client-e-s à participer aux manifestations contre la loi Travail. Une vidéo de cet événement est [disponible ici](#).

Le 28 avril, la manifestation contre la loi travail a rassemblé 3000 à 4000 personnes, sous une forte présence policière. Quatre manifestant-e-s ont été interpellé-e-s, deux pour refus de décliner leur identité lors d'un contrôle, un pour port de couteau, un autre pour possession d'un chariot rempli de projectiles de peinture, de masques et de fumigènes. Le soir, 300 personnes ont manifesté devant la Préfecture de police pour exiger leur libération.

Le mouvement Nuit Debout Grenoble se poursuit sur le parvis de la MC2, avec une Assemblée populaire tous les soirs à 18h. La Préfecture de l'Isère semble déterminée à évacuer le campement, tandis que le soutien de la mairie se fait de plus en plus discret.

[On le voit, ce mois d'avril a été particulièrement intense en contestations. Comme lors de précédents mouvements sociaux d'ampleur, de nombreuses personnes se rencontrent, échangent, s'informent, créent des liens de luttes.]

Prochains rendez-vous contre le projet de loi Travail : un [rassemblement devant la Préfecture de l'Isère](#) jeudi 12 mai ; un [appel à la grève et une manifestation](#) le mardi 17 mai.

(Dauphiné Libéré, 10/04/16, 20/04/16, 29/04/16)

* * *

Affaire Tardy : Le verdict

Le Tribunal Correctionnel de Grenoble a rendu son verdict concernant l'affaire Tardy. L'ancienne maire de Meylan et membre du parti Les Républicains, Marie-Christine Tardy, est bien reconnue coupable de "prise illégale d'intérêt". Elle est condamnée à 18 mois de prison avec sursis, 5 ans d'inéligibilité et 20000 euros d'amende. Reconnu coupable de "recel de prise illégale d'intérêt", son mari est condamné à un an de prison avec sursis et 20 000 euros d'amende.

Les "Petits Balkany du Grésivaudan", comme les décrivait le représentant du Ministère public lors du procès, n'ont pas fait appel de cette décision.

[Pour plus de détails, lire notre [Petit résumé de l'affaire Tardy](#)]

(Dauphiné Libéré, 06/04/16 et 16/04/16)

* * *

Pollution des eaux à Vif et au Gua : Le bilan

Une soixantaine d'hospitalisations et près de 3000 personnes souffrant de gastro-entérite. C'est le premier bilan approximatif de la pollution des eaux de mars dernier à Vif et au Gua, sur la base d'un questionnaire diffusé à l'ensemble des habitant-e-s. La Régie des Eaux de Grenoble avait au départ nié toute responsabilité, concernant l'eau du robinet, dans cette épidémie. Elle avait finalement détecté une pollution de type fécale. 80 000 bouteilles d'eau avaient été distribuées à la population, en attendant le retour à la normale.

Après enquête, l'Agence Régionale de Santé vient finalement de reconnaître des défaillances dans le système de désinfection. Des études géologiques sont également en cours pour comprendre l'origine de la contamination des sources de l'Echaillon, les eaux alimentant le réseau potable. Les rejets de la station d'épuration du Fiarey sont notamment suspectés.

Ulcérée par cette situation, une habitante de Vif, [Karine Maurinaux](#), s'efforce de créer un collectif citoyen pour obtenir la communication des résultats de toutes les analyses d'eau potable de fin février à mars 2016 ; les compte-rendus de la surveillance des systèmes de traitement des eaux ; un droit de regard de la mairie de Vif sur les résultats des analyses journalières à venir ; le raccordement du réseau de Vif aux sources de Rochefort ; l'annulation de la facture d'eau 2015.

(Dauphiné Libéré, 16/04/16 et 27/04/16)

Indymedia Grenoble hors service

Depuis bientôt trois semaines, le site d'informations libertaires Indymedia Grenoble ne fonctionne plus. Une panne informatique majeure serait à l'origine du problème.

[Nous espérons en apprendre un peu plus dans les semaines à venir... Souhaitons qu'un-e/des informaticien-nes pourront remettre en service cet outil important pour les luttes grenobloises ; c'est notamment le seul site local qui propose un système de publications ouvertes à tou-tes.]

(Ici Grenoble, 30/04/16)

* * *

Adopter un chien de laboratoire ?

Chaque année, au moins 6900 chiens et chats sont utilisés comme animaux de laboratoire en France. La plupart sont euthanasiés suite aux expérimentations. Depuis 2012 à Chonas-l'Amballan en Isère, le [refuge de Gerbey](#) accueille quelques animaux dits "en fin de protocole", avec l'aide du [Groupe de Réflexion et d'Action pour l'Animal](#). Il s'agit généralement de chiens ayant été utilisés pour tester des vaccins. Une vingtaine ont déjà été recueillis puis adoptés.

Cette démarche de sauvetage d'anciens animaux de laboratoire est légale, mais peu de centres de recherches connaissent cette possibilité.

[Appel d'Ici Grenoble : Est-ce qu'une personne sait ce que deviennent les animaux de laboratoire, les singes notamment, utilisés dans les expérimentations de [Clinatex](#) ?]

(Dauphiné Libéré, 18/04/16)

* * *

Compteurs Linky : La résistance continue

Le 30 avril, une centaine de personnes ont de nouveau manifesté à Grenoble contre l'installation des compteurs électriques Linky. À Saint-Martin-d'Hères, à Fontaine et à Pont-de-Claix, des dizaines de locataires et de propriétaires empêchent les techniciens d'ERDF de poser ce nouveau compteur chez eux. Cette fronde s'organise un peu partout en France : plus de 130 communes ont déjà voté des délibérations contre le déploiement des Linky, dont Saint-Nizier-du-Moucherotte et Luzinay en Isère.

[Ici Grenoble a réalisé une petite synthèse des arguments anti-Linky : [Cinq raisons de refuser Linky](#).]

(Dauphiné Libéré, 02/05/16)

* * *

Un nouveau Repair Café à Fontaine

Quel succès ! Un septième Repair Café s'ouvre dans l'agglomération grenobloise, à Fontaine. Les permanences auront lieu un mardi sur deux de 14h à 18h au centre social George Sand, 14 Boulevard Joliot Curie. Prochaine permanence le [mardi 10 mai](#).

Les Repair Cafés sont des ateliers de réparation pour les objets cassés. Des techniciens bénévoles vous aident à remettre en état tout objet de taille raisonnable : audio-vidéo, électroménager, outils, ordinateurs, vêtements, mobiliers, jouets... Si la réparation est réussie, il est demandé un don de l'ordre de 5€ pour l'association portant le Repair Café, afin d'acquérir de nouveaux outillages.

(Dauphiné Libéré, 10/04/16)

Le Conseil départemental s'attaque à la MNEI et la FRAPNA

Des représailles contre l'opposition au Center Parcs de Roybon ? Le Conseil départemental de l'Isère annonce qu'il va baisser de 85 % sa subvention annuelle à la [Maison de la Nature et de l'Environnement de l'Isère](#). De 120 000 € en 2015, la subvention passerait à 18 000 € en 2016. Un coup dur pour la MNEI, sa médiathèque et ses locaux hébergeant une trentaine d'associations environnementalistes. Trois licenciements sont prévus sur une équipe qui compte une dizaine de salarié-e-s, pour un budget annuel d'environ 450 000 €.

La MNEI dénonce cette décision politique qui « *cherche à éliminer les empêcheurs de bétonner tranquillement et à étouffer tout débat autour des problématiques environnementales et de développement durable.* » Le Conseil départemental annonce également une baisse de 70 % des subventions à la FRAPNA.

La Droite iséroise met en œuvre ce qu'elle avait annoncé il y a deux ans, alors qu'elle n'était pas encore à la tête du département. Ainsi, en décembre 2014, en réponse à la prise de position de la FRAPNA contre Center Parcs, les élus UMP Pierre Gimel, Jean-Claude Peyrin et André Gillet demandaient non seulement la suppression des subventions à la FRAPNA, mais également la fin de l'indépendance politique des associations : « *C'est un comble que la FRAPNA multiplie les recours contre un conseil général grâce aux subventions de ce même conseil général ! Ce serait bien même à l'avenir, dans les contrats signés, qu'il soit écrit noir sur blanc qu'un subventionné s'interdise d'engager des poursuites contre un subventionneur.* »

(Dauphiné Libéré, 02/05/16, 10/12/14)

* * *

Jacques Glénat et les Panama Papers

L'affaire des Panama Papers a fait la une des médias début avril. Plus de 11,5 millions de documents confidentiels issus du cabinet d'avocats panaméen Mossack Fonseca ont été mis sur la place publique. L'un des volets de cet n-ième scandale d'évasions fiscales et de détournement d'argent mène jusqu'à Grenoble.

Ainsi, le 7 avril, une [enquête du journal Le Monde](#) affirme que Jacques Glénat, éditeur grenoblois de bandes dessinées, aurait lui-aussi utilisé les services de Mossack Fonseca. En 2009, il se serait porté acquéreur de Getway, une société domiciliée aux Seychelles. 4 millions d'euros auraient été placés sur les comptes de cette société, qui par ailleurs aurait acquis de nombreuses œuvres d'art.

Début 2014, une nouvelle législation oblige les îles Vierges britanniques à préciser le nom des actionnaires de sociétés opaques comme Getway. Mossack Fonseca aurait demandé avec insistance le nom de l'actionnaire de Getway. Le cabinet fiscaliste de Jacques Glénat, RSM Luxembourg, aurait refusé de répondre des mois durant.

En mai 2014 le bénéficiaire de Getway, plutôt que d'apparaître sur les registres, décide de fermer la société seychelloise. Au cours de l'été 2014, la société de Jacques Glénat aurait alors distribué en dons manuels à ses enfants les œuvres d'art, avant d'être dissoute en novembre. Contacté par Le Monde, Jacques Glénat confirme bien que Getway a donné des œuvres d'art à ses enfants, mais qu'en revanche, "*il n'y a aucun lien direct entre cette société et [lui]-même*".

[À suivre... Pour saisir l'ampleur du scandale des paradis fiscaux et judiciaires, nous recommandons le livre *La grande évasion* de Xavier Harel.]

(ADES, 08/04/16 ; Le Monde, 07/04/16 ; Le Figaro, 08/04/16)

Le Postillon en procès

Le maire de Pont-de-Claix et président de la Métro, Christophe Ferrari, et sa directrice de cabinet, Yveline Denat, portent plainte pour injure et diffamation contre un article du journal [Le Postillon](#) de décembre 2015 : [Le système Ferrari à plein régime, Pont-de-Claix entre pistons, dérapages et mauvais goût](#). 21 000 € sont demandés en guise de réparation.

Le Postillon reconnaît une seule erreur dans son article : Il affirmait que Christophe Ferrari a augmenté son salaire de maire depuis 2014, alors que ce dernier l'a en fait diminué. Dans son récent numéro, le journal publie le droit de réponse du président de la Métro.

Si la plainte est maintenue, le procès pourrait se tenir au second semestre 2016.

(Le Postillon, Printemps 2016)

* * *

La ville de Grenoble contre le TAV Lyon-Turin

Le 18 avril, le conseil municipal de Grenoble a officiellement décidé de ne plus participer au financement du projet de train grande vitesse Lyon-Turin. Un protocole d'intention signé en 2007 engageait jusqu'ici la mairie de Grenoble, le département et la communauté d'agglomération à une participation financière d'environ 130 millions d'euros. La mairie dénonce l'inutilité et le coût exorbitant de ce chantier, estimé à 2,75 milliards d'euros en 2002, et à plus de 26 milliards d'euros aujourd'hui.

(ADES, 15/04/16)

* * *

Fuite de tritium au Bugey

Le laboratoire indépendant [La CRIIRAD](#) de Valence vient de publier un [rapport d'analyse](#) sur une grave fuite de tritium radioactif à la centrale nucléaire du Bugey. Cette fuite est officiellement reconnue par EDF depuis janvier 2015.

Dans son étude, La CRIIRAD révèle que les fuites de tritium persistent à des niveaux préoccupants. Chiffres et schémas à l'appui, le laboratoire met méticuleusement à jour les incohérences, les erreurs et l'opacité d'EDF autour de cet accident. Le rapport se conclut par de nombreuses questions sans réponse sur les causes exactes de ces fuites de tritium et sur les conséquences pour les populations voisines.

Le samedi 23 avril, des militant-e-s antinucléaires ont occupé une dizaine de ronds-points en Nord-Isère pour exiger la fermeture de la centrale. De grandes bannières interpellaient les automobilistes : "Bugey... Accident nucléaire : Tous contaminés, évacués, ruinés".

([CRIIRAD](#), avril 2016 ; [Dauphiné Libéré](#), 24/04/16)

* * *

À bientôt pour les prochaines infos locales !

Pour les recevoir, inscrivez-vous à notre [Lettre d'informations](#).

Ici Grenoble, c'est aussi un [agenda](#), avec plus de 120 événements au cours du mois de mai.